

**MASTER STAPS 2<sup>ème</sup> année**  
**Mention : Management du Sport**

**Parcours : Management des Organisations Sportives (MOS)**

**2<sup>ème</sup> année**

-----

1<sup>er</sup> semestre

**UE – ECONOMIE DU SPORT**

-----

Durée : 3 h 00

**Sujet de Christophe Bonnet :**

Vous traiterez **au choix l'un des deux sujets** ci-dessous.

Chaque thématique doit être problématisée et argumentée. Pour cela, vous pouvez vous appuyer sur documents mis à disposition, vos connaissances théoriques, les études de cas abordées en cours et/ou votre propre analyse de l'actualité.

**Sujet n°1 :**

À travers les enseignements du bilan de la concertation « Imaginons Tignes 2050 », analysez les enjeux socio-économiques auxquels sont actuellement confrontés les stations de montagne ainsi que les axes stratégiques envisagés pour y faire face.

**Sujet n°2 :**

À travers les articles de la revue de presse (*Le Monde, La Vie économique du Sud-Ouest, L'Équipe*), analysez les enjeux et les limites liés à la gestion des enceintes sportives dans le modèle économique des clubs sportifs professionnels.

# INTRODUCTION

Le présent bilan permet de revenir sur les étapes de la concertation «Imaginons Tignes 2050» portant sur l'avenir des remontées mécaniques, les méthodes employées et les résultats retenus pour la ville de Tignes.

« C'est un travail avant tout collectif »

## INTRODUCTION : LES RAISONS DE LA CONCERTATION

*« En 2026, le contrat des remontées mécaniques, géré par la Société des Téléphériques de la Grande-Motte (STGM) arrivera à son terme. La commune de Tignes doit envisager dès à présent le futur du Service Public des remontées mécaniques »*  
(extrait du dossier de concertation)

Avant de définir ce futur, il est impératif de s'interroger sur la vision souhaitée pour Tignes sur les 30 prochaines années, en imaginant un projet structurant pour le domaine skiable et estival pour deux raisons :

- Faire évoluer les activités de la station en prenant en compte les évolutions du climat en particulier sur notre glacier et les évolutions du tourisme en termes de saisonnalité, de pratiques, de mobilité, de développement durable, de préservation de notre écosystème...
- Anticiper les formes et les façons de vivre et d'habiter à Tignes.

Il s'agira ensuite d'en déduire les besoins d'évolution des remontées mécaniques.

Serge Revial, Maire de Tignes, et l'équipe du conseil municipal ont souhaité offrir aux habitants, propriétaires, socio-professionnels, jeunes de Tignes, la possibilité de s'exprimer sur l'avenir des remontées mécaniques. L'ambition est «d'enrichir la réflexion pour décider de quelle manière gérer notre outil de travail ». En effet, de multiples enjeux interrogent les remontées mécaniques, en particulier :

- Le réchauffement climatique
- Le glacier
- L'évolution du marché du ski

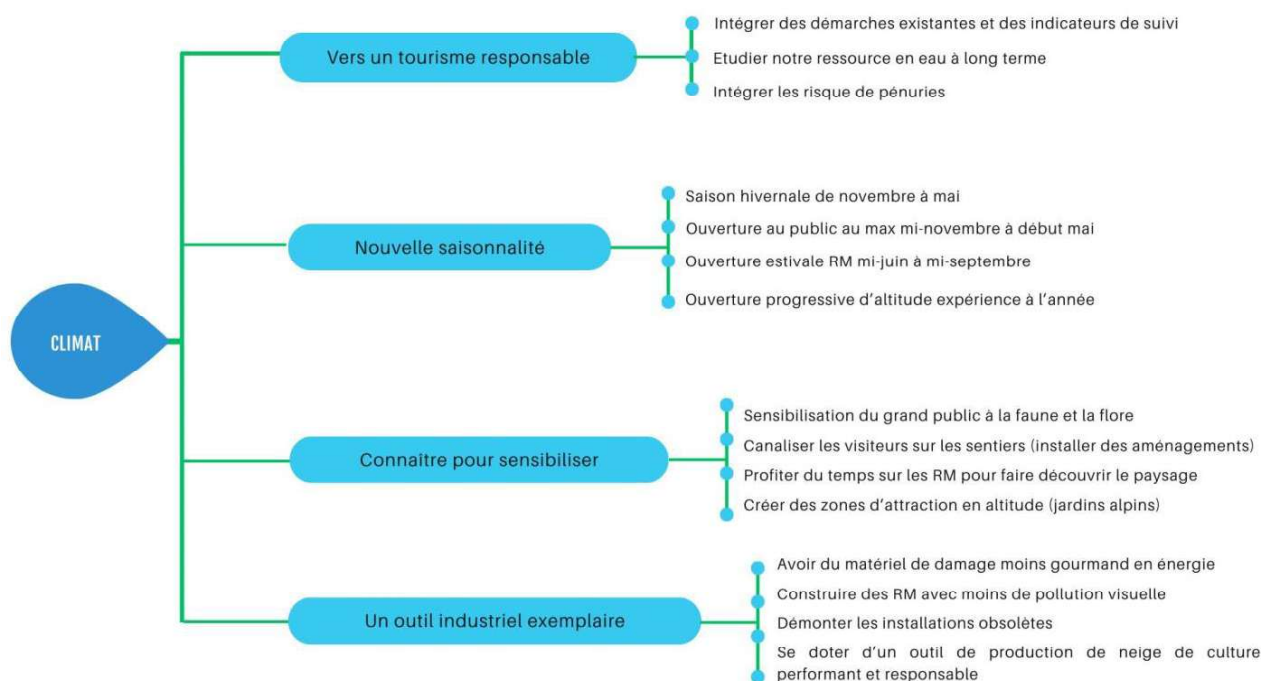
La concertation s'est structurée en deux étapes :

- **Étape 1** (été 2023) : imaginer ce que Tignes sera en 2050
- **Étape 2** (décembre 2023 à avril 2024) : Proposer des actions concrètes pour faire vivre une station de montagne avec la mise en place d'un groupe citoyen et un groupe socio-professionnel pour rédiger en tout 71 propositions.

## PILIER CLIMAT: S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il est essentiel d'intégrer dans le nouveau cahier des charges un volet environnemental prenant en compte la préservation de la biodiversité tout en maintenant une attractivité du territoire. Cette volonté rejoint celle du projet de territoire.

Voici les propositions qui ont retenu l'attention de l'équipe municipale :



La proposition « envisager l'ouverture prolongée au printemps en cas de bonnes conditions » n'a pas été retenue car le mois de mai représente un temps de repos pour les professionnels lorsque l'attractivité est limitée sur la station. « L'écosystème doit se reposer ». Il est important de préciser que ça ne concerne pas le ski professionnel qui répond à un autre calendrier.

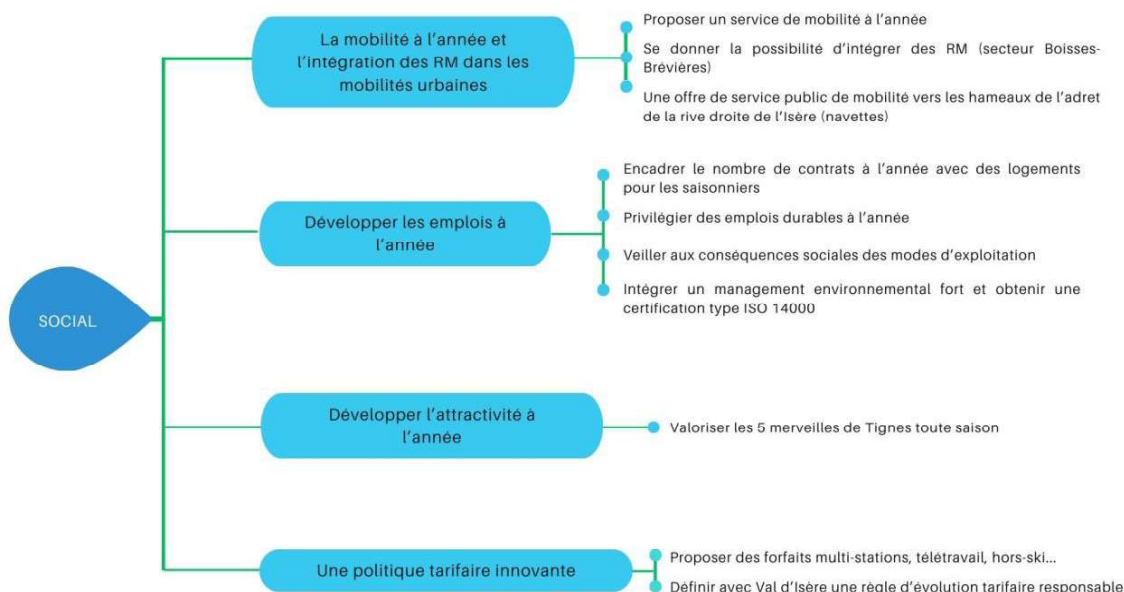
La proposition « intégrer une obligation d'ouverture à l'année de certaines remontées mécaniques pour les piétons » n'a pas non plus été retenue parce que la cible n'est pas assez importante pour avoir une rentabilité mais la mobilité urbaine, sous d'autres formes, est un volet important qui doit être amélioré

## PILIER SOCIAL: DÉVELOPPER LA VIE À L'ANNÉE

Il est impensable de dissocier les volets climatiques et économiques d'un volet social. Développer la station pour qu'elle soit attractive tout en cherchant à rester accessible au plus grand nombre est une valeur essentielle de l'ADN de Tignes.

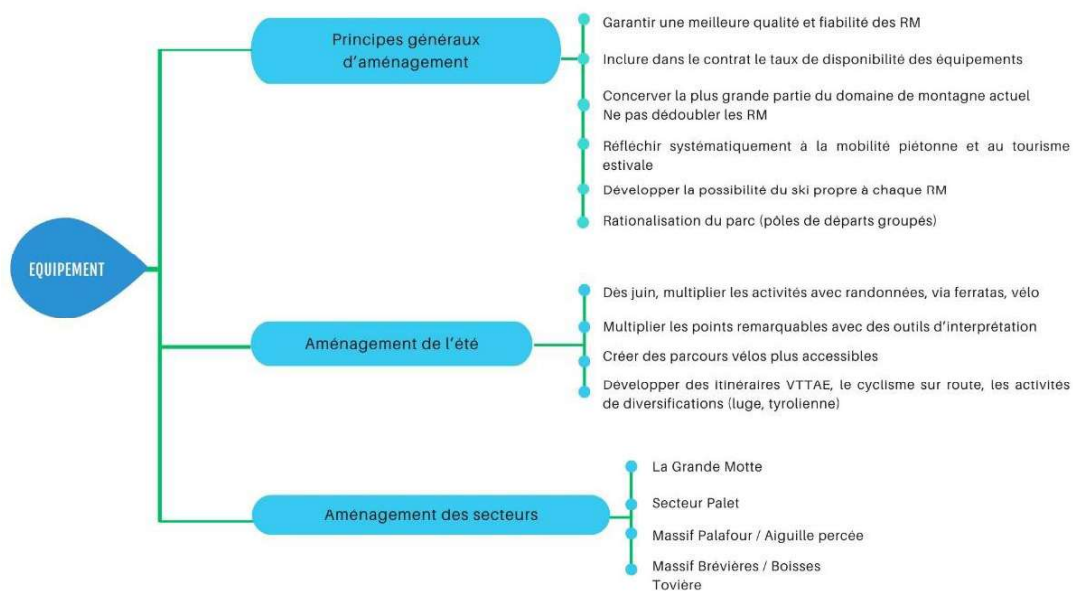
Les inquiétudes liées à la baisse significative du nombre d'habitants de Tignes depuis dix ans, associé à la montée du prix du foncier et des locations saisonnières montrent à quel point le développement de l'emploi et d'une offre de logements abordables sont nécessaires.

Voici les propositions qui ont retenu l'attention de l'équipe municipale :



## PILIER ÉQUIPEMENT: AMÉNAGER LE FUTUR DOMAINE MONTAGNE

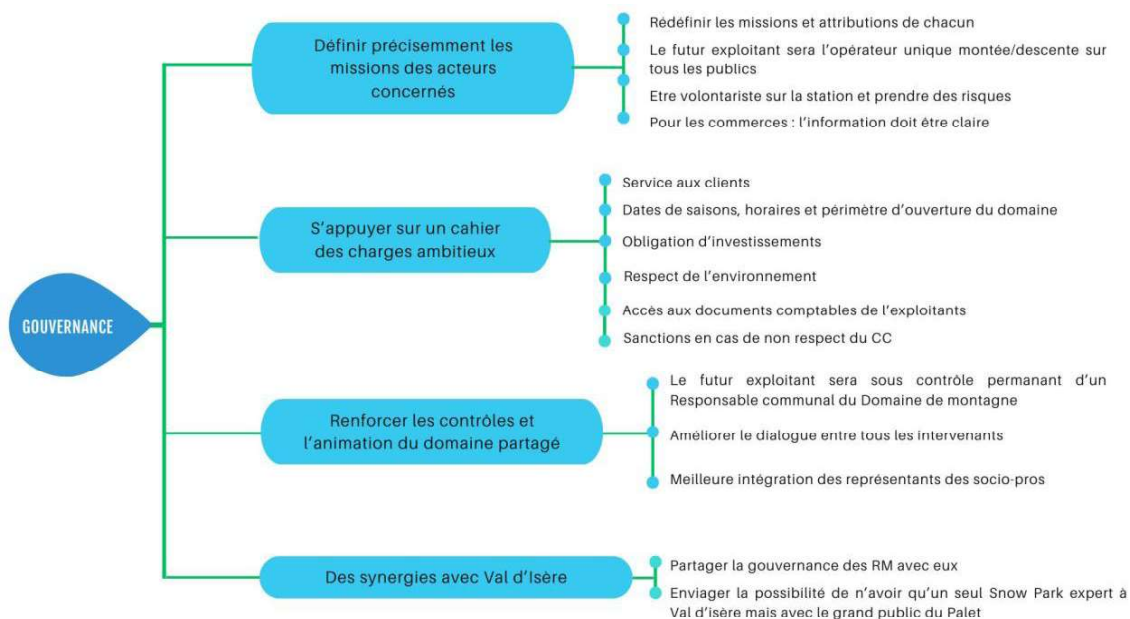
De nombreux aménagements ont été pensés par les groupes de participants, au niveau des principes généraux ou des pistes, des remontées mécaniques ou de nouveaux tracés (VTT, piétons, etc...) pour adapter la station à son évolution.



Voici les propositions qui ont retenu l'attention de l'équipe municipale :

La proposition « Le périmètre général actuel du domaine de montagne accessible par remontées mécaniques doit être à minima conservé pour faire face à une probable augmentation du nombre de skieurs » n'a pas été conservée car elle paraît impossible à appliquer concrètement.

L'aménagement spécifique des secteurs a été très détaillé par le groupe citoyen et majoritairement repris par l'équipe municipale. En synthèse, voici les principaux éléments de proposition :



Le pilier gouvernance du futur cahier des charges est un élément central de la réflexion sur l'avenir des remontées mécaniques. La ville de Tignes développera ses exigences en termes de contrôle, de suivi et de missions demandées.



l'augmentation du stade nous permettra de dégager des revenus billetterie, partenariat et hospitalités supplémentaires, de l'ordre de 15 % environ. Mais c'est surtout le hors-match qui va se développer.

**LVE : Comment améliorer ce lieu de vie qu'est le stade Ernest-Wallon en dehors des matchs ?**

**D. L. :** On a déjà une boutique et un restaurant qui on va retravailler. On gère plus de 350 événements chaque année avec nos salles qui nous permettent de recevoir des activités commerciales et de notre politique RSE. C'est quelque chose sur lequel on veut accélérer et nous y travaillons activement.

**LVE : Un nouveau stade pour-il booster le nombre de manifestations B to B que vous accueillez ?**

**D. L. :** Oui, on pourrait passer de 300 à 900 par an. Notre objectif est de démarquer notre offre de ce qu'on peut trouver dans n'importe quel centre de congrès. Ici, on apporte une âme, une histoire et surtout des intervenants. On peut envisager des spectacles sur la RSE avec Laurence Massat, la présidente du fonds de dotation ou bien sur la data avec Saad Drissi. On vous envoie notre feuille retraite Sofiane Guitoune pour un petit reveal musculaire en début de séminaire... On veut séduire les entreprises avec un contenu qui évolue.

## LE STADE TOULOUSAIN EN CHIFFRES

**Palmarès :**  
24 fois champions de France, 6 fois champions d'Europe

**CA 2024-2025 :**  
57,9 millions d'euros

**Partenariat :**  
20,4 millions d'euros, 480 contrats

**Merchandising :**  
11,2 millions d'euros, 50 000 maillots vendus en comptant les boutiques du Stade Toulousain et les 25 revendeurs

**Billetterie :**  
10,2 millions d'euros, 19 000 spectateurs depuis près de 60 rencontres  
9 500 abonnés  
182 salariés

**La Vie Économique : Quelle est la santé financière du Stade Toulousain aujourd'hui ?**

**Didier Lacroix :** Elle est bonne. Nous sommes au maximum de nos capacités sur de très nombreux plans. La billetterie, on ne peut pas faire mieux, on frôle les 60 matchs consécutifs à guichets fermés. On bat un record avec 9 500 abonnés. On ne peut pas vendre plus de loges et d'hospitalités. La boutique fonctionne bien avec plus de 28 000 maillots vendus dans nos boutiques et 490 000 produits dérivés. Je dirai qu'on a encore une marge de progression sur la

boutique en ligne. Mais, globalement, on doit imputer une nouvelle donne avec l'arrivée du métro dans trois ans.

**LVE : Avec un stade Ernest-Wallon rénové ?**

**D. L. :** Oui, voilà sept ans qu'on en parle. On a trois scénarios en fonction du montant des aides publiques qu'on aura (voir encadré). Aujourd'hui, notre souhait est d'augmenter la capacité de 19 000 places à 25 000 en agissant sur les tribunes est et ouest. On ne touche pas, pour l'instant, aux deux autres, mais le projet est évolutif. Elles pourraient être améliorées à l'avenir. Mais concentrons-nous sur cet agrandissement, qui est vital pour nous.

**LVE : Mais il a un coût élevé ?**

**D. L. :** On le chiffre à 75 millions d'euros. On sera proche de la moitié d'autofinancement. Notre modèle économique le permet et

« On ambitionne de tripler nos manifestations B to B avec la rénovation du stade »



© Stade Toulousain

# Le projet de grand stade du PSG, le grand bluff?

En échec pour racheter et agrandir le Parc des Princes, le club veut construire un nouvel écrin, hors de Paris

## FOOTBALL

Les dirigeants du Paris Saint-Germain (PSG) sont formels : cette fois, c'est du sérieux. Le club de football affirme être plus déterminé que jamais à quitter le Parc des Princes, où il se sent à l'étroit. Après avoir mené de longues et infructueuses négociations avec la mairie de la capitale sur le rachat de son enceinte historique pour y faire des travaux d'agrandissement, il a rompu les discussions en 2022 et dame, depuis, son envie d'aller voir ailleurs. « C'est fini maintenant, on veut bouger », déclarait même son président, Nasser Al-Khelaifi, deux ans plus tard. Ces derniers mois, le PSG, détenu par le fonds Qatar Sports Investments (QSI), a traduit ses mots en actes. En juin, dans la foulée de son sacre en Ligue des champions, il a annoncé avoir retenu les villes de Massy, dans l'Essonne, et de Poissy, dans les Yvelines, pour y mener des études approfondies en vue de la construction d'un nouvel écrin, plus vaste et plus moderne, permettant de répondre à ses ambitions sportives et économiques. Celui-ci disposerait d'une capacité de « 60 000 à 90 000 places » – l'hypothèse privilégiée étant 80 000 places –, selon le club, soit bien plus que les 48 000 du Parc des Princes.

### « On a gâché des années »

Actuellement locataire, le PSG veut absolument devenir propriétaire de son enceinte, comme le sont la plupart des meilleures écuries européennes. « Une condition essentielle pour accompagner durablement sa croissance », insiste le club. « Détenir son propre stade, cela permet d'avoir un actif durable et de sécuriser des ressources à long terme, même en cas de défaillance sportive », détaille l'économiste du sport Pierre Rondeau.

Ce dernier est en revanche plus sceptique sur l'argument selon lequel un écrin plus grand permettrait au PSG d'accroître considérablement ses recettes de billetterie, comme cela a encore été mis en avant lors de la présentation de son chiffre d'affaires pour la saison 2024-2025, le 28 octobre. « Mécaniquement, si l'offre augmentait, il y aurait une dégressivité du prix des places, car, aujourd'hui, au Parc des Princes, elles sont rares, donc coûtent très cher, et dégagent beaucoup de revenus », explique-t-il.

## « On sent bien que le club veut temporiser pour reprendre le dialogue avec une nouvelle équipe municipale »

DAVID ALPHAND  
conseiller (LR) de Paris

A Poissy, où se trouve déjà le centre d'entraînement du PSG, et à Massy, qui a l'avantage d'être plus accessible en transports, des experts évaluent en ce moment la faisabilité d'un tel chantier, et les réunions s'enchaînent. En présélectionnant ces deux sites, le club a franchi une étape supplémentaire dans sa volonté d'abandonner l'arène dans laquelle il joue depuis 1974. « On sait ce que l'on veut. On a gâché des années à vouloir racheter le Parc », insistait Nasser Al-Khelaifi, en février 2024.

Sauf que la réalité est plus complexe. Le PSG veut-il vraiment déménager ou resterait-il dans son enceinte historique s'il pouvait en augmenter la capacité en la portant à 57 000 places, une éventualité précédemment examinée ? Le club entend trancher définitivement la question « à l'automne 2026 ». Soit après les élections municipales du mois de mars et la désignation d'un nouvel édile : la socialiste Anne Hidalgo, dont les relations avec le patron qatari sont très tendues, ne se représente pas.

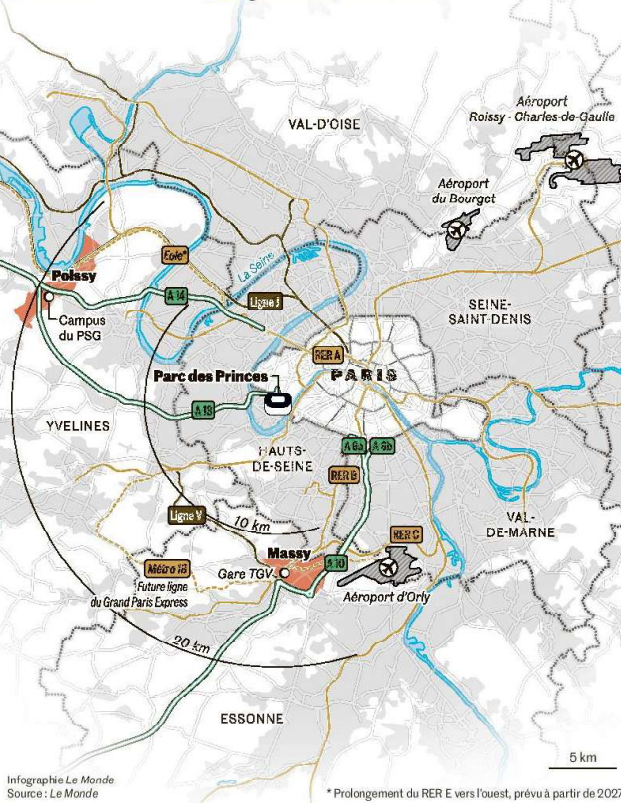
« Prendre une décision au milieu d'une campagne n'est pas souhaitable. Il faut s'engager avec une nouvelle majorité, une nouvelle collectivité », fait valoir le PSG, qui dit ne plus travailler sur l'option d'un agrandissement du Parc des Princes... « à l'instant T ». Sans exclure donc totalement un changement de position après le scrutin, si la position de la Mairie de Paris venait à évoluer. Ce calendrier accredité l'idée, chez la plupart des candidats aux municipales, qu'un maintien du club dans son ancre de toujours serait encore possible. « Mon sentiment, c'est que les actionnaires du PSG instruisent avec sérieux l'option du déménagement, mais que ce n'est pas du tout une décision irrévocable », affirme ainsi le candidat du Parti socialiste, Emmanuel Grégoire.

Communes à l'étude pour le projet de construction d'un nouveau stade pour le club de football du Paris Saint-Germain

Axes desservant les communes

— Autoroutes

— Lignes de transports en commun



Infographie Le Monde  
Source : Le Monde

\* Prolongement du RER E vers l'ouest, prévu à partir de 2027

D'autant que si le dossier Parc des Princes était rouvert, les parties ne repartiraient pas de zéro. De 2018 à 2022, « des réunions de travail sur un projet d'extension » ont eu lieu avec les équipes de la Ville, avant que le dialogue « soit rompu par les dirigeants du club », observe Pierre Rabaud, l'adjoint d'Anne Hidalgo chargé des sports. « On espère toujours reprendre les discussions pour es-

sayer de trouver des solutions. La porte est ouverte », assure-t-il.

La majorité des acteurs engagés sur ce dossier est même convaincue que Nasser Al-Khelaifi brandit une nouvelle fois la menace d'un départ et fait tout pour accrédi- ter cette thèse sans avoir vraiment envie d'aller jusqu'au bout. L'option « Poissy ou Massy » n'étant qu'un moyen, pour le PSG, de présenter une solution de remplace-

ment crédible afin d'obtenir, au bout du compte, l'acquisition de son enceinte historique. Le projet du grand stade ne serait-il qu'un énième coup de bluff pour mettre la pression sur l'Hôtel de ville ?

« La logique du PSG, c'est le maintien au Parc des Princes. Si le club avait vraiment voulu déménager, il l'aurait fait avant », estime David Alphand, conseiller Les Républicains (LR) de Paris et bras droit de

Rachida Dati, candidate du parti pour la capitale. On sent bien, au vu du calendrier annoncé, que le club veut temporiser et s'offrir un délai supplémentaire pour reprendre le dialogue avec une nouvelle équipe municipale. »

### L'opposition des supporters

Quitter la porte de Saint-Cloud comporte plusieurs risques pour le PSG, dont celui de courroucer ses supporters, farouchement opposés à un déménagement. Le 20 octobre, le champion d'Europe lançait une consultation adressée à plus de 90 000 fans du stade pour les sonder sur son projet de départ. Censée durer un mois, l'initiative n'a toutefois donné lieu à aucune communication officielle, car, à en croire une source bien informée, il en ressort un fort attachement au Parc.

Autre écueil, en cas de départ : le club se lancerait dans un potentiel conflit juridique avec la Mairie de Paris, à laquelle il est toujours lié dans le cadre d'un bail emphytéotique qui l'engage jusqu'en 2043. « Le PSG ne peut pas rompre unilatéralement le contrat qui le lie au Parc et à la Ville avant son terme », prévient Pierre Rabaud.

Sans compter qu'il faudra obtenir toutes les autorisations (architecturales, environnementales, d'accessibilité...) dans la commune qui sera retenue pour la construction de sa nouvelle enceinte et passer outre aux résistances locales. A Massy, sous la pression de l'opposition, le maire (UDI) Nicolas Samson a annoncé la tenue d'un référendum après les municipales. A Poissy, les syndicats de l'usine Stellantis sont mobilisés contre l'abandon de la production automobile, sur le lieu en lice pour accueillir le stade. Même son ancien maire, le député (Renaissance) Karl Olive, pourtant favorable à l'implantation de l'arène du PSG dans la localité des Yvelines, refuse que cela soit fait « à n'importe quelle condition ». « La priorité, c'est que l'emploi soit sauvé sur le site. »

Enfin, un dernier élément est à prendre compte : la construction d'un nouveau stade – qui pourrait coûter près de 1,2 milliard d'euros, selon une source au cœur des négociations – prendra beaucoup de temps. L'horizon 2035 est évoqué. Ce qui ne permettrait pas au PSG de jouer dans son nouvel écrin avant de longues années. Si l'objectif du club est bien celui-là. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

## L'avenir du club au Parc des Princes, un enjeu des municipales

Les prétendants à la succession d'Anne Hidalgo à Paris veulent renouer le dialogue avec le PSG pour le maintenir dans son stade historique

C'est un des sujets majeurs de la campagne des élections municipales à Paris. Le stade du Paris Saint-Germain (PSG) est un dossier aussi sensible que stratégique du scrutin de mars 2026. Alors que le club de football étudie la possibilité de construire une nouvelle enceinte à Massy (Essonne) ou à Poissy (Yvelines), la majorité des candidats à la succession de la socialiste Anne Hidalgo s'accordent sur leur volonté de continuer à voir jouer le champion d'Europe dans son ancre historique de la porte de Saint-Cloud.

« Le PSG, c'est le Parc des Princes et le Parc des Princes, c'est le PSG », résume Pierre-Yves Bournazel (Horizons), insistant sur « l'attachement au patrimoine de la ville ». Chacun y va donc de ses propositions et prône un change-

ment de méthode pour sortir du blocage actuel entre la majorité sortante et le club, qui ont rompu le dialogue en novembre 2022.

Le candidat du Parti socialiste, Emmanuel Grégoire, souhaite ainsi « reprendre la discussion sur des bases saines avec l'actionnaire [du PSG], le fonds Qatar Sport Investments » afin de trouver un accord, avant de « demander un mandat du Conseil de Paris pour pouvoir mener les négociations ». Alors qu'Anne Hidalgo est brouillée avec le président du Paris Saint-Germain, Nasser Al-Khelaifi, son ancien premier adjoint affirme, à l'inverse, entretenir « des relations respectueuses » avec ce dernier. Emmanuel Grégoire se dit prêt à « mettre toutes les options sur la table », y compris celle d'« une cession » du Parc des Princes, afin que le club puisse mener des travaux d'agrandissement.

Cette éventualité est privilégiée par Pierre-Yves Bournazel, qui entend proposer à la formation d'allonger la durée du bail emphytéotique qui le lie à la ville jusqu'en 2043. « Il faut arguerment le prolonger pour donner de la visibilité au club », afin qu'il puisse financer les travaux de rénovation du stade. Le candidat soutenu par Edouard Philippe évoque même la possibilité que la municipalité puisse prendre en charge une partie du chantier, évalué à près de 500 millions d'euros.

### « Actionnariat populaire »

L'écologiste David Belliard, lui, plaide pour une « consultation citoyenne » afin de laisser les Parisiens trancher, tandis que le communiste Ian Brossat suggère d'« associer les supporters », à travers un projet d'« actionnariat populaire », suivant le modèle des « socios », notamment en vigueur au

## Les adversaires de Rachida Dati suspectent le club de miser sur son élection pour mettre la main sur l'enceinte

FC Barcelone. Rachida Dati, la candidate du parti Les Républicains (LR), se positionne comme la mieux placée pour renouer avec les dirigeants du PSG. « Sa valeur ajoutée par rapport aux autres, surtout ceux issus de l'équipe municipale sortante, c'est qu'elle peut rétablir un climat de confiance », affirme son bras droit, David Alphonse. Le conseiller LR de Paris présente sa bonne entente avec les actionnaires comme un atout pour « reprendre un dialo-

gue constructif ». « La dimension relationnelle peut être déterminante », estime-t-il, à propos de celle qui a affiché sa proximité avec le club à de nombreuses reprises, ces dernières années, et n'a jamais exclu une vente, à terme, du Parc des Princes.

### Potentiel « conflit d'intérêts »

Un positionnement justement dénoncé par ses adversaires politiques, qui suspectent le club de miser sur son élection pour mettre la main sur l'enceinte. « La proximité de Rachida Dati avec le Qatar pose problème », s'alarme l'un d'eux, qui voit « un sujet majeur de déontologie » et un potentiel « conflit d'intérêts ».

Une référence à l'information judiciaire menée depuis 2023 par le juge d'instruction Serge Toussaint : le lobbyiste franco-algérien Tayeb Benabderrahmane, arrêté à Qatar en 2020 car il aurait été

en possession de données compromettantes sur Nasser Al-Khelaifi, accuse notamment cette dernière d'avoir joué les intermédiaires lors des négociations pour sa libération avec les autorités de l'émirat et d'avoir fait preuve de « duplicité » en « profitant » de son incarcération pour ses « intérêts » personnels.

« Si elle est élue et qu'il y a des négociations autour de la vente du Parc des Princes, comment être sûr qu'elle défendra bien l'intérêt des Parisiens et non des intérêts privés ? », demande un autre postulant à la mairie, qui trouverait « logique qu'elle se déporte et ne s'occupe pas de ce dossier ». « On verra le moment venu », tempore David Alphand, déplorant « des attaques » qui tirent « le débat vers le fond ». Preuve s'il en fallait que la question du stade du PSG est de nature à pimenter la campagne. ■

AL. LE.

# L'ÉQUIPE

Basket, NBA, Spurs ● abonné

## **Future salle des Spurs à 1,1 milliard d'euros prévue pour 2030 en centre-ville : ce que ça va changer pour San Antonio**

Les électeurs du comté de Bexar, où se trouve la ville de San Antonio, ont approuvé mardi le financement d'une nouvelle salle pour les Spurs, estimée à 1,1 milliard d'euros et attendue à l'horizon 2030. Une victoire majeure pour la franchise du Français Victor Wembanyama, qui se disait récemment prête à quitter le Frost Bank Center.



Le Frost Bank Center, actuelle salle des San Antonio Spurs. (S. Wachter/Presse Sports)

**Maxime Aubin à San Antonio**

publié le 5 novembre 2025 à 10h22

Ils étaient environ 300 à célébrer la bonne nouvelle, la nuit dernière, maillots des Spurs sur le dos à la River North Icehouse, un grand bar situé dans le centre-ville de San Antonio. Après près de deux ans de tractation entre la direction des Spurs, la ville de San Antonio et le Comté de Bexar (équivalent d'un département en France), les électeurs locaux étaient enfin appelés aux urnes, ce mardi, pour se prononcer sur la construction d'une nouvelle salle en centre-ville pour les Spurs.

Et ils ont voté à 52 % en faveur de cette mesure, dont le coût est estimé à environ 1,1 milliard d'euros, pour un chantier qui devrait s'étaler sur au moins cinq ans. Une victoire autant qu'un soulagement pour la franchise - où évolue le Français Victor Wembanyama - qui cherche à développer ses revenus et renforcer sa présence au coeur de la ville.

### Un retour aux sources à Hemisfair

Le Comté de Bexar et la ville de San Antonio vont contribuer à hauteur de 61,5 % du financement total du projet, soit plus de 600 millions d'euros. L'argent sera encaissé grâce à l'augmentation des taxes de séjour sur les nuits d'hôtel et les locations de voiture. Les 500 millions restants seront injectés directement par les Spurs et leur propriétaire, Peter J. Holt, dont la famille a fait fortune avec la société Holt Cat, à l'origine de la marque Caterpillar.

La nouvelle salle des Spurs sera construite sur les ruines de l'Institut des cultures texanes, un musée démoli tout récemment dans le parc Hemisfair. Il s'agira d'un retour aux sources pour l'équipe anciennement entraînée par Gregg Popovich, qui avait écrit les premières lettres de son histoire là-bas, à l'HemisFair Arena, entre 1973 et 1993, avant de déménager à quelques mètres de là, de l'autre côté de l'autoroute 281, dans le célèbre Alamodome, un stade omnisports de 65 000 places. Cinq fois championne NBA, l'équipe avait ensuite été délocalisée au Frost Bank Center en 2002 (anciennement AT & T Center), une enceinte située à l'est de la ville où elle évolue encore aujourd'hui.

La construction d'une nouvelle salle n'est que la partie émergée de l'iceberg. La direction des Spurs espère aider à la revitalisation du Downtown en ajoutant des habitations, des restaurants et des bars autour de l'enceinte. Une idée bienvenue puisque les habitants et les commerces ont globalement déserté le quartier ces dernières années.

### Wembanyama : « Bien sûr, j'adorerais jouer dans une nouvelle salle »

La validation de ce nouveau projet enterre les rumeurs qui voyaient les Spurs quitter San Antonio à l'avenir. Le nom d'Austin, ville voisine très dynamique dans le sud du Texas, revenait notamment régulièrement dans les discussions. « *J'ai toujours vu mon présent et mon futur à San Antonio* », a récemment déclaré Victor Wembanyama, pour autant ouvert à l'idée de quitter le Frost Bank Center. « *Bien sûr, en tant que joueur, et membre d'une équipe, j'adorerais jouer dans une nouvelle salle, même si je sais qu'il y a plein d'éléments à prendre en compte* ». Concentré sur son début de troisième saison avec les Spurs, entamé par 5 victoires en 6 matches, l'intérieur français de 21 ans a ajouté qu'il n'avait pas encore eu le temps d'en savoir plus sur le projet.

Peu de gens regretteront le Frost Bank Center, une salle actuellement louée par les Spurs au Comté de Bexar (prononcer « bear » en anglais, soit « ours » en français). Cet énorme complexe de 19 000 places semble posé au milieu de nulle part dans un quartier excentré et mal fréquenté de la ville. Le ruissellement censé accompagner son ouverture n'aura jamais vu le jour, les fans préférant sortir boire un verre et dîner ailleurs.

Pas d'inquiétude, cependant, puisque le Frost Bank Center va bientôt connaître une seconde vie. Le vote passé dans la nuit de mardi à mercredi inclut la rénovation de ce lieu également connu pour son rodéo annuel, qui pourra désormais accueillir des événements dédiés à la culture western tout au long de l'année.

Un peu plus de deux ans après avoir accueilli « Wemby », drafté en première position de la Draft en 2023, San Antonio a désormais le feu vert pour bâtir des infrastructures à son ambition. Aux Spurs, désormais, de transformer l'essai sur le parquet.

**MASTER STAPS 2<sup>ème</sup> année**  
**Mention : Management du Sport**

**Parcours : Management des Organisations Sportives (MOS)**

**2<sup>ème</sup> année**

-----

1<sup>er</sup> semestre

**UE – ECONOMIE DU SPORT**

-----

Durée : 3 h 00

**Sujet de Christophe Bonnet :**

Vous traiterez **au choix l'un des deux sujets** ci-dessous.

Chaque thématique doit être problématisée et argumentée. Pour cela, vous pouvez vous appuyer sur documents mis à disposition, vos connaissances théoriques, les études de cas abordées en cours et/ou votre propre analyse de l'actualité.

**Sujet n°1 :**

À travers les enseignements du bilan de la concertation « Imaginons Tignes 2050 », analysez les enjeux socio-économiques auxquels sont actuellement confrontés les stations de montagne ainsi que les axes stratégiques envisagés pour y faire face.

**Sujet n°2 :**

À travers les articles de la revue de presse (*Le Monde, La Vie économique du Sud-Ouest, L'Équipe*), analysez les enjeux et les limites liés à la gestion des enceintes sportives dans le modèle économique des clubs sportifs professionnels.

# INTRODUCTION

Le présent bilan permet de revenir sur les étapes de la concertation «Imaginons Tignes 2050» portant sur l'avenir des remontées mécaniques, les méthodes employées et les résultats retenus pour la ville de Tignes.

« C'est un travail avant tout collectif »

## INTRODUCTION : LES RAISONS DE LA CONCERTATION

*« En 2026, le contrat des remontées mécaniques, géré par la Société des Téléphériques de la Grande-Motte (STGM) arrivera à son terme. La commune de Tignes doit envisager dès à présent le futur du Service Public des remontées mécaniques »*  
(extrait du dossier de concertation)

Avant de définir ce futur, il est impératif de s'interroger sur la vision souhaitée pour Tignes sur les 30 prochaines années, en imaginant un projet structurant pour le domaine skiable et estival pour deux raisons :

- Faire évoluer les activités de la station en prenant en compte les évolutions du climat en particulier sur notre glacier et les évolutions du tourisme en termes de saisonnalité, de pratiques, de mobilité, de développement durable, de préservation de notre écosystème...
- Anticiper les formes et les façons de vivre et d'habiter à Tignes.

Il s'agira ensuite d'en déduire les besoins d'évolution des remontées mécaniques.

Serge Revial, Maire de Tignes, et l'équipe du conseil municipal ont souhaité offrir aux habitants, propriétaires, socio-professionnels, jeunes de Tignes, la possibilité de s'exprimer sur l'avenir des remontées mécaniques. L'ambition est «d'enrichir la réflexion pour décider de quelle manière gérer notre outil de travail ». En effet, de multiples enjeux interrogent les remontées mécaniques, en particulier :

- Le réchauffement climatique
- Le glacier
- L'évolution du marché du ski

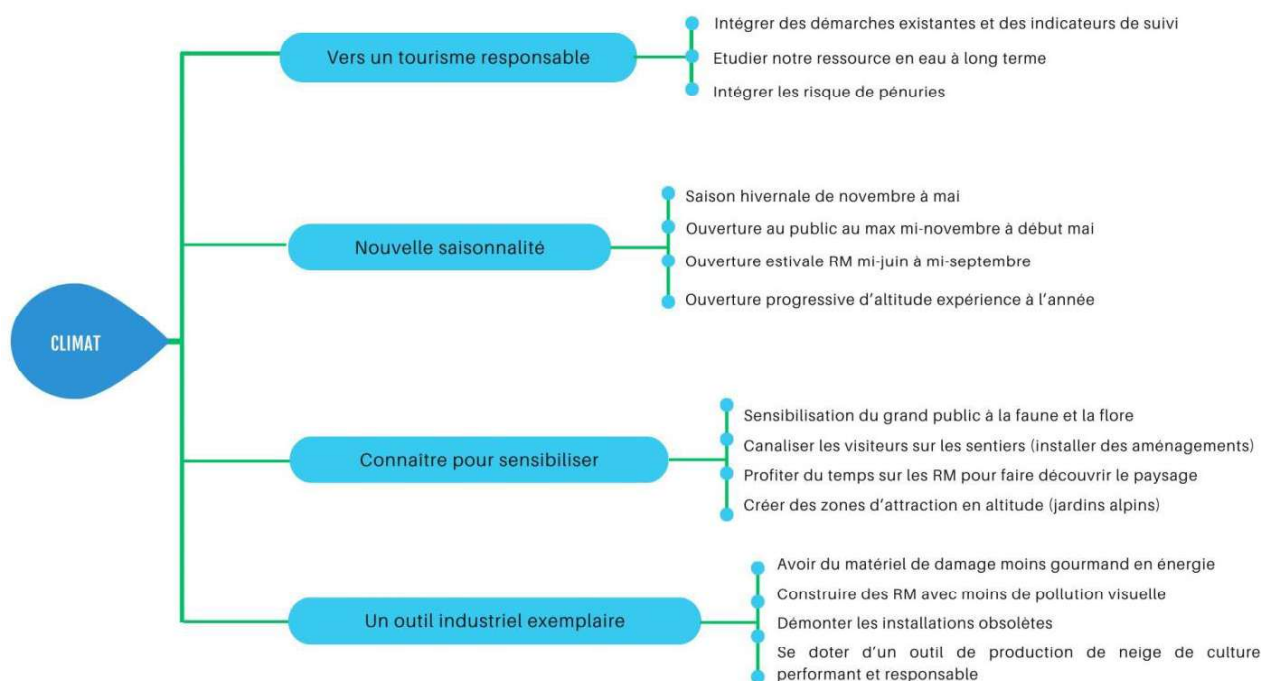
La concertation s'est structurée en deux étapes :

- **Étape 1** (été 2023) : imaginer ce que Tignes sera en 2050
- **Étape 2** (décembre 2023 à avril 2024) : Proposer des actions concrètes pour faire vivre une station de montagne avec la mise en place d'un groupe citoyen et un groupe socio-professionnel pour rédiger en tout 71 propositions.

## PILIER CLIMAT: S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il est essentiel d'intégrer dans le nouveau cahier des charges un volet environnemental prenant en compte la préservation de la biodiversité tout en maintenant une attractivité du territoire. Cette volonté rejoint celle du projet de territoire.

Voici les propositions qui ont retenu l'attention de l'équipe municipale :



La proposition « envisager l'ouverture prolongée au printemps en cas de bonnes conditions » n'a pas été retenue car le mois de mai représente un temps de repos pour les professionnels lorsque l'attractivité est limitée sur la station. « L'écosystème doit se reposer ». Il est important de préciser que ça ne concerne pas le ski professionnel qui répond à un autre calendrier.

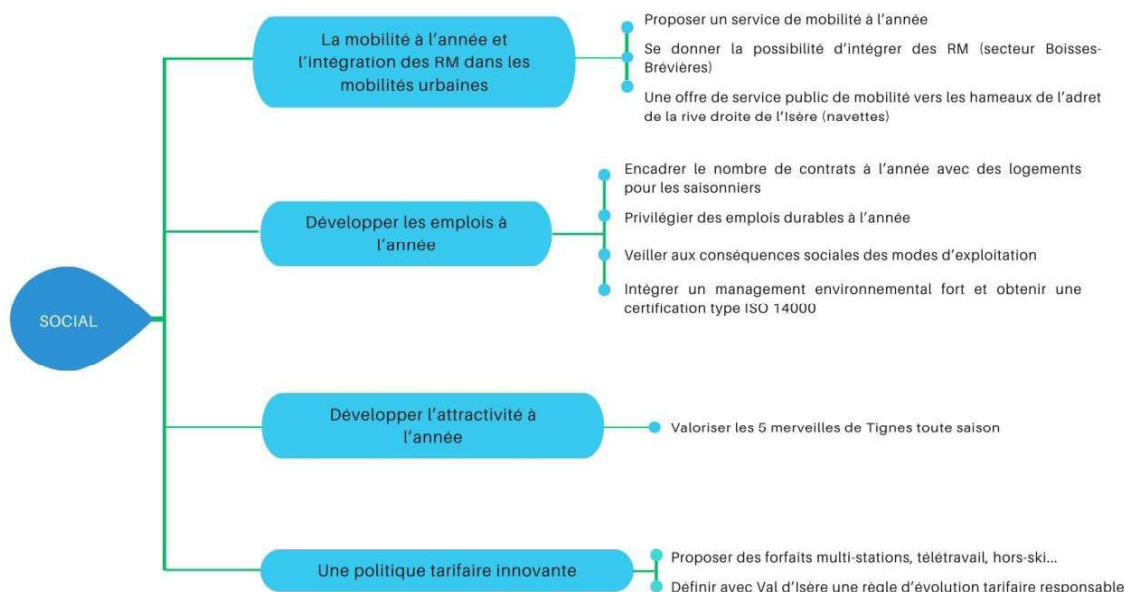
La proposition « intégrer une obligation d'ouverture à l'année de certaines remontées mécaniques pour les piétons » n'a pas non plus été retenue parce que la cible n'est pas assez importante pour avoir une rentabilité mais la mobilité urbaine, sous d'autres formes, est un volet important qui doit être amélioré

## PILIER SOCIAL: DÉVELOPPER LA VIE À L'ANNÉE

Il est impensable de dissocier les volets climatiques et économiques d'un volet social. Développer la station pour qu'elle soit attractive tout en cherchant à rester accessible au plus grand nombre est une valeur essentielle de l'ADN de Tignes.

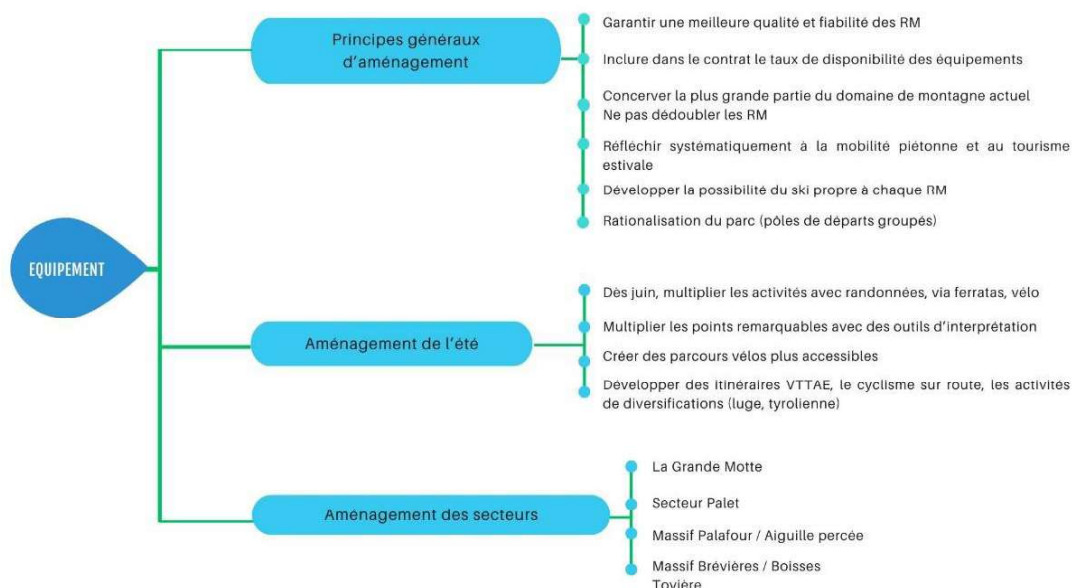
Les inquiétudes liées à la baisse significative du nombre d'habitants de Tignes depuis dix ans, associé à la montée du prix du foncier et des locations saisonnières montrent à quel point le développement de l'emploi et d'une offre de logements abordables sont nécessaires.

Voici les propositions qui ont retenu l'attention de l'équipe municipale :



## PILIER ÉQUIPEMENT: AMÉNAGER LE FUTUR DOMAINE MONTAGNE

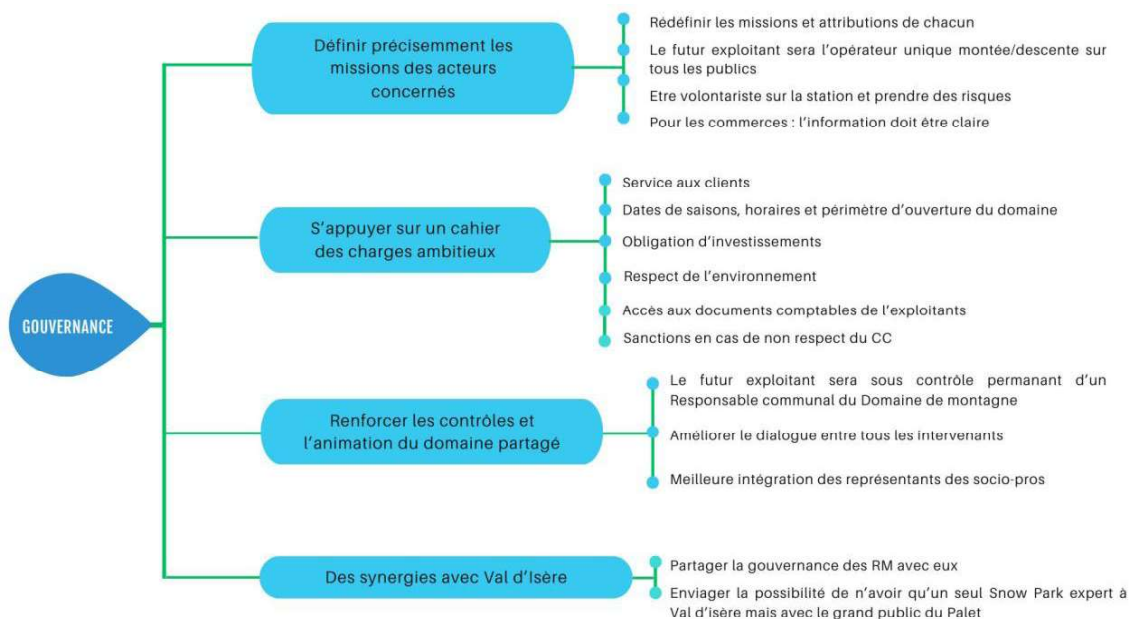
De nombreux aménagements ont été pensés par les groupes de participants, au niveau des principes généraux ou des pistes, des remontées mécaniques ou de nouveaux tracés (VTT, piétons, etc...) pour adapter la station à son évolution.



Voici les propositions qui ont retenu l'attention de l'équipe municipale :

La proposition « Le périmètre général actuel du domaine de montagne accessible par remontées mécaniques doit être à minima conservé pour faire face à une probable augmentation du nombre de skieurs » n'a pas été conservée car elle paraît impossible à appliquer concrètement.

L'aménagement spécifique des secteurs a été très détaillé par le groupe citoyen et majoritairement repris par l'équipe municipale. En synthèse, voici les principaux éléments de proposition :



Le pilier gouvernance du futur cahier des charges est un élément central de la réflexion sur l'avenir des remontées mécaniques. La ville de Tignes développera ses exigences en termes de contrôle, de suivi et de missions demandées.



l'augmentation du stade nous permettra de dégager des revenus billetterie, partenariat et hospitalités supplémentaires, de l'ordre de 15 % environ. Mais c'est surtout le hors-match qui va se développer.

**LVE : Comment améliorer ce lieu de vie qu'est le stade Ernest-Wallon en dehors des matchs ?**

**D. L. :** On a déjà une boutique et un restaurant qui on va retravailler. On gère plus de 350 événements chaque année avec nos salles qui nous permettent de recevoir des activités commerciales et de notre politique RSE. C'est quelque chose sur lequel on veut accélérer et nous y travaillons activement.

**LVE : Un nouveau stade pour-il booster le nombre de manifestations B to B que vous accueillez ?**

**D. L. :** Oui, on pourrait passer de 300 à 900 par an. Notre objectif est de démarquer notre offre de ce qu'on peut trouver dans n'importe quel centre de congrès. Ici, on apporte une âme, une histoire et surtout des intervenants. On peut envisager des spectacles sur la RSE avec Laurence Massat, la présidente du fonds de dotation ou bien sur la data avec Saad Drissi. On vous envoie notre feuille retraite Sofiane Guitoune pour un petit reveal musculaire en début de séminaire... On veut séduire les entreprises avec un contenu qui évolue.

## LE STADE TOULOUSAIN EN CHIFFRES

**Palmarès :**  
24 fois champions de France, 6 fois champions d'Europe

**CA 2024-2025 :**  
57,9 millions d'euros

**Partenariat :**  
20,4 millions d'euros, 480 contrats

**Merchandising :**  
11,2 millions d'euros, 50 000 maillots vendus en comptant les boutiques du Stade Toulousain et les 25 revendeurs

**Billetterie :**  
10,2 millions d'euros, 19 000 spectateurs depuis près de 60 rencontres  
9 500 abonnés  
182 salariés

## « On ambitionne de tripler nos manifestations B to B avec la rénovation du stade »

**La Vie Economique : Quelle est la santé financière du Stade Toulousain aujourd'hui ?**

**Didier Lacroix :** Elle est bonne. Nous sommes au maximum de nos capacités sur de très nombreux plans. La billetterie, on ne peut pas faire mieux, on frôle les 60 matchs consécutifs à guichets fermés. On bat un record avec 9 500 abonnés. On ne peut pas vendre plus de loges et d'hospitalités. La boutique fonctionne bien avec plus de 28 000 maillots vendus dans nos boutiques et 490 000 produits dérivés. Je dirai qu'on a encore une marge de progression sur la

boutique en ligne. Mais, globalement, on doit implanter une nouvelle donne avec l'arrivée du métro dans trois ans.

**LVE : Avec un stade Ernest-Wallon rénové ?**

**D. L. :** Oui, voilà sept ans qu'on en parle. On a trois scénarios en fonction du montant des aides publiques qu'on aura (voir encadré). Aujourd'hui, notre souhait est d'augmenter la capacité de 19 000 places à 25 000 en agissant sur les tribunes est et ouest. On ne touche pas, pour l'instant, aux deux autres, mais le projet est évolutif. Elles pourraient être améliorées à l'avenir. Mais concentrons-nous sur cet agrandissement, qui est vital pour nous.

**LVE : Mais il a un coût élevé ?**

**D. L. :** On le chiffre à 75 millions d'euros. On sera proche de la moitié d'autofinancement. Notre modèle économique le permet et



© Stade Toulousain

# Le projet de grand stade du PSG, le grand bluff?

En échec pour racheter et agrandir le Parc des Princes, le club veut construire un nouvel écrin, hors de Paris

## FOOTBALL

Les dirigeants du Paris Saint-Germain (PSG) sont formels : cette fois, c'est du sérieux. Le club de football affirme être plus déterminé que jamais à quitter le Parc des Princes, où il se sent à l'étroit. Après avoir mené de longues et infructueuses négociations avec la mairie de la capitale sur le rachat de son enceinte historique pour y faire des travaux d'agrandissement, il a rompu les discussions en 2022 et d'aller voir ailleurs. « C'est fini maintenant, on veut bouger », déclarait même son président, Nasser Al-Khelaifi, deux ans plus tard. Ces derniers mois, le PSG, détenu par le fonds Qatar Sports Investments (QSI), a traduit ses mots en actes. En juin, dans la foulée de son sacre en Ligue des champions, il a annoncé avoir retenu les villes de Massy, dans l'Essonne, et de Poissy, dans les Yvelines, pour y mener des études approfondies en vue de la construction d'un nouvel écrin, plus vaste et plus moderne, permettant de répondre à ses ambitions sportives et économiques. Celui-ci disposerait d'une capacité de « 60 000 à 90 000 places » – l'hypothèse privilégiée étant 80 000 places –, selon le club, soit bien plus que les 48 000 du Parc des Princes.

### « On a gâché des années »

Actuellement locataire, le PSG veut absolument devenir propriétaire de son enceinte, comme le sont la plupart des meilleures écuries européennes. « Une condition essentielle pour accompagner durablement sa croissance », insiste le club. « Détenir son propre stade, cela permet d'avoir un actif durable et de sécuriser des ressources à long terme, même en cas de défaillance sportive », détaille l'économiste du sport Pierre Rondeau.

Ce dernier est en revanche plus sceptique sur l'argument selon lequel un écrin plus grand permettrait au PSG d'accroître considérablement ses recettes de billetterie, comme cela a encore été mis en avant lors de la présentation de son chiffre d'affaires pour la saison 2024-2025, le 28 octobre. « Mécaniquement, si l'offre augmentait, il y aurait une dégressivité du prix des places, car, aujourd'hui, au Parc des Princes, elles sont rares, donc coûtent très cher, et dégagent beaucoup de revenus », explique-t-il.

## « On sent bien que le club veut temporiser pour reprendre le dialogue avec une nouvelle équipe municipale »

DAVID ALPHAND  
conseiller (LR) de Paris

A Poissy, où se trouve déjà le centre d'entraînement du PSG, et à Massy, qui a l'avantage d'être plus accessible en transports, des experts évaluent en ce moment la faisabilité d'un tel chantier, et les réunions s'enchaînent. En présélectionnant ces deux sites, le club a franchi une étape supplémentaire dans sa volonté d'abandonner l'arène dans laquelle il joue depuis 1974. « On sait ce que l'on veut. On a gâché des années à vouloir racheter le Parc », insistait Nasser Al-Khelaifi, en février 2024.

Sauf que la réalité est plus complexe. Le PSG veut-il vraiment déménager ou resterait-il dans son enceinte historique s'il pouvait en augmenter la capacité en la portant à 57 000 places, une éventualité précédemment examinée ? Le club entend trancher définitivement la question « à l'automne 2026 ». Soit après les élections municipales du mois de mars et la désignation d'un nouvel édile : la socialiste Anne Hidalgo, dont les relations avec le patron qatari sont très tendues, ne se représente pas.

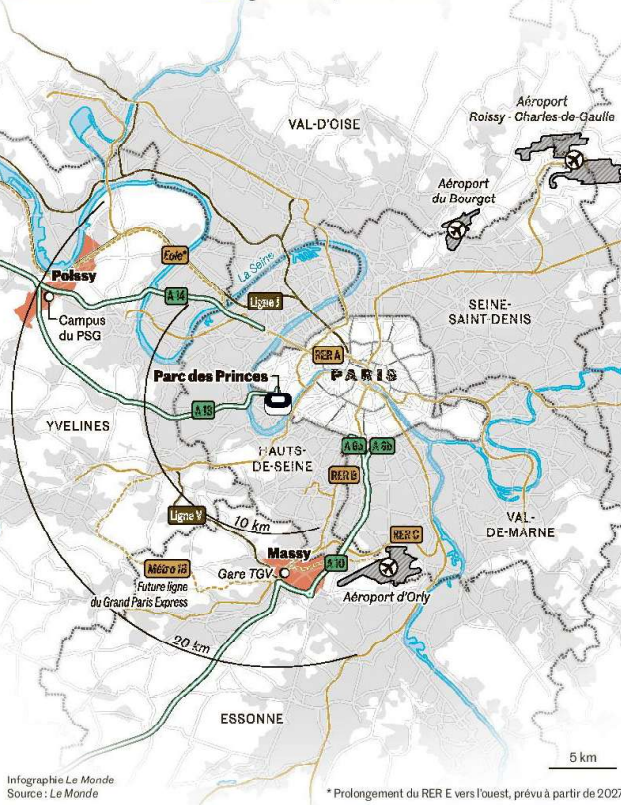
« Prendre une décision au milieu d'une campagne n'est pas souhaitable. Il faut s'engager avec une nouvelle majorité, une nouvelle collectivité », fait valoir le PSG, qui dit ne plus travailler sur l'option d'un agrandissement du Parc des Princes... « à l'instant T ». Sans exclure donc totalement un changement de position après le scrutin, si la position de la Mairie de Paris venait à évoluer. Ce calendrier accredité l'idée, chez la plupart des candidats aux municipales, qu'un maintien du club dans son antre de toujours serait encore possible. « Mon sentiment, c'est que les actionnaires du PSG instruisent avec sérieux l'option du déménagement, mais que ce n'est pas du tout une décision irrévocable », affirme ainsi le candidat du Parti socialiste, Emmanuel Grégoire.

Communes à l'étude pour le projet de construction d'un nouveau stade pour le club de football du Paris Saint-Germain

Axes desservant les communes

— Autoroutes

— Lignes de transports en commun



Infographie Le Monde  
Source : Le Monde

\* Prolongement du RER E vers l'ouest, prévu à partir de 2027

D'autant que si le dossier Parc des Princes était rouvert, les parties ne repartiraient pas de zéro. De 2018 à 2022, « des réunions de travail sur un projet d'extension » ont eu lieu avec les équipes de la Ville, avant que le dialogue « soit rompu par les dirigeants du club », observe Pierre Rabaud, l'adjoint d'Anne Hidalgo chargé des sports. « On espère toujours reprendre les discussions pour es-

sayer de trouver des solutions. La porte est ouverte », assure-t-il.

La majorité des acteurs engagés sur ce dossier est même convaincue que Nasser Al-Khelaifi brandit une nouvelle fois la menace d'un départ et fait tout pour accrédi- ter cette thèse sans avoir vraiment envie d'aller jusqu'au bout. L'option « Poissy ou Massy » n'étant qu'un moyen, pour le PSG, de présenter une solution de remplace-

ment crédible afin d'obtenir, au bout du compte, l'acquisition de son enceinte historique. Le projet du grand stade ne serait-il qu'un énième coup de bluff pour mettre la pression sur l'Hôtel de ville ?

« La logique du PSG, c'est le maintien au Parc des Princes. Si le club avait vraiment voulu déménager, il l'aurait fait avant », estime David Alphand, conseiller Les Républicains (LR) de Paris et bras droit de

Rachida Dati, candidate du parti pour la capitale. On sent bien, au vu du calendrier annoncé, que le club veut temporiser et s'offrir un délai supplémentaire pour reprendre le dialogue avec une nouvelle équipe municipale. »

### L'opposition des supporters

Quitter la porte de Saint-Cloud comporte plusieurs risques pour le PSG, dont celui de courroucer ses supporters, farouchement opposés à un déménagement. Le 20 octobre, le champion d'Europe lançait une consultation adressée à plus de 90 000 fans du stade pour les sonder sur son projet de départ. Censée durer un mois, l'initiative n'a toutefois donné lieu à aucune communication officielle, car, à en croire une source bien informée, il en ressort un fort attachement au Parc.

Autre écueil, en cas de départ : le club se lancerait dans un potentiel conflit juridique avec la Mairie de Paris, à laquelle il est toujours lié dans le cadre d'un bail emphytéotique qui l'engage jusqu'en 2043. « Le PSG ne peut pas rompre unilatéralement le contrat qui le lie au Parc et à la Ville avant son terme », prévient Pierre Rabaud.

Sans compter qu'il faudra obtenir toutes les autorisations (architecturales, environnementales, d'accessibilité...) dans la commune qui sera retenue pour la construction de sa nouvelle enceinte et passer outre aux résistances locales. A Massy, sous la pression de l'opposition, le maire (UDI) Nicolas Samson a annoncé la tenue d'un référendum après les municipales. A Poissy, les syndicats de l'usine Stellantis sont mobilisés contre l'abandon de la production automobile, sur le lieu en lice pour accueillir le stade. Même son ancien maire, le député (Renaissance) Karl Olive, pourtant favorable à l'implantation de l'arène du PSG dans la localité des Yvelines, refuse que cela soit fait « à n'importe quelle condition ». « La priorité, c'est que l'emploi soit sauvé sur le site. »

Enfin, un dernier élément est à prendre compte : la construction d'un nouveau stade – qui pourrait coûter près de 1,2 milliard d'euros, selon une source au cœur des négociations – prendra beaucoup de temps. L'horizon 2035 est évoqué. Ce qui ne permettrait pas au PSG de jouer dans son nouvel écrin avant de longues années. Si l'objectif du club est bien celui-là. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

## L'avenir du club au Parc des Princes, un enjeu des municipales

Les prétendants à la succession d'Anne Hidalgo à Paris veulent renouer le dialogue avec le PSG pour le maintenir dans son stade historique

C'est un des sujets majeurs de la campagne des élections municipales à Paris. Le stade du Paris Saint-Germain (PSG) est un dossier aussi sensible que stratégique du scrutin de mars 2026. Alors que le club de football étudie la possibilité de construire une nouvelle enceinte à Massy (Essonne) ou à Poissy (Yvelines), la majorité des candidats à la succession de la socialiste Anne Hidalgo s'accordent sur leur volonté de continuer à voir jouer le champion d'Europe dans son antre historique de la porte de Saint-Cloud.

« Le PSG, c'est le Parc des Princes et le Parc des Princes, c'est le PSG », résume Pierre-Yves Bournazel (Horizons), insistant sur « l'attachement au patrimoine de la ville ». Chacun y va donc de ses propositions et prône un change-

ment de méthode pour sortir du blocage actuel entre la majorité sortante et le club, qui ont rompu le dialogue en novembre 2022.

Le candidat du Parti socialiste, Emmanuel Grégoire, souhaite ainsi « reprendre la discussion sur des bases saines avec l'actionnaire [du PSG], le fonds Qatar Sport Investments » afin de trouver un accord, avant de « demander un mandat du Conseil de Paris pour pouvoir mener les négociations ». Alors qu'Anne Hidalgo est brouillée avec le président du Paris Saint-Germain, Nasser Al-Khelaifi, son ancien premier adjoint affirme, à l'inverse, entretenir « des relations respectueuses » avec ce dernier. Emmanuel Grégoire se dit prêt à « mettre toutes les options sur la table », y compris celle d'« une cession » du Parc des Princes, afin que le club puisse mener des travaux d'agrandissement.

Cette éventualité est privilégiée par Pierre-Yves Bournazel, qui entend proposer à la formation d'allonger la durée du bail emphytéotique qui le lie à la ville jusqu'en 2043. « Il faut argumentairement prolonger pour donner de la visibilité au club », afin qu'il puisse financer les travaux de rénovation du stade. Le candidat soutenu par Edouard Philippe évoque même la possibilité que la municipalité puisse prendre en charge une partie du chantier, évalué à près de 500 millions d'euros.

### « Actionnariat populaire »

L'écologiste David Belliard, lui, plaide pour une « consultation citoyenne » afin de laisser les Parisiens trancher, tandis que le communiste Ian Brossat suggère d'« associer les supporters », à travers un projet d'« actionnariat populaire », suivant le modèle des « socios », notamment en vigueur au

## Les adversaires de Rachida Dati suspectent le club de miser sur son élection pour mettre la main sur l'enceinte

FC Barcelone. Rachida Dati, la candidate du parti Les Républicains (LR), se positionne comme la mieux placée pour renouer avec les dirigeants du PSG. « Sa valeur ajoutée par rapport aux autres, surtout ceux issus de l'équipe municipale sortante, c'est qu'elle peut rétablir un climat de confiance », affirme son bras droit, David Alphonse. Le conseiller LR de Paris présente sa bonne entente avec les actionnaires comme un atout pour « reprendre un dialo-

gue constructif ». « La dimension relationnelle peut être déterminante », estime-t-il, à propos de celle qui a affiché sa proximité avec le club à de nombreuses reprises, ces dernières années, et n'a jamais exclu une vente, à terme, du Parc des Princes.

### Potentiel « conflit d'intérêts »

Un positionnement justement dénoncé par ses adversaires politiques, qui suspectent le club de miser sur son élection pour mettre la main sur l'enceinte. « La proximité de Rachida Dati avec le Qatar pose problème », s'alarme l'un d'eux, qui y voit « un sujet majeur de déontologie » et un potentiel « conflit d'intérêts ».

Une référence à l'information judiciaire menée depuis 2023 par le juge d'instruction Serge Toussaint : le lobbyiste franco-algérien Tayeb Benabderrahmane, arrêté à Qatar en 2020 car il aurait été

en possession de données compromettantes sur Nasser Al-Khelaifi, accuse notamment cette dernière d'avoir joué les intermédiaires lors des négociations pour sa libération avec les autorités de l'émirat et d'avoir fait preuve de « duplicité » en « profitant » de son incarcération pour ses « intérêts » personnels.

« Si elle est élue et qu'il y a des négociations autour de la vente du Parc des Princes, comment être sûr qu'elle défendra bien l'intérêt des Parisiens et non des intérêts privés ? », demande un autre postulant à la mairie, qui trouverait « logique qu'elle se déporte et ne s'occupe pas de ce dossier ». « On verra le moment venu », tempore David Alphand, déplorant « des attaques » qui tirent « le débat vers le fond ». Preuve s'il en fallait que la question du stade du PSG est de nature à pimenter la campagne. ■

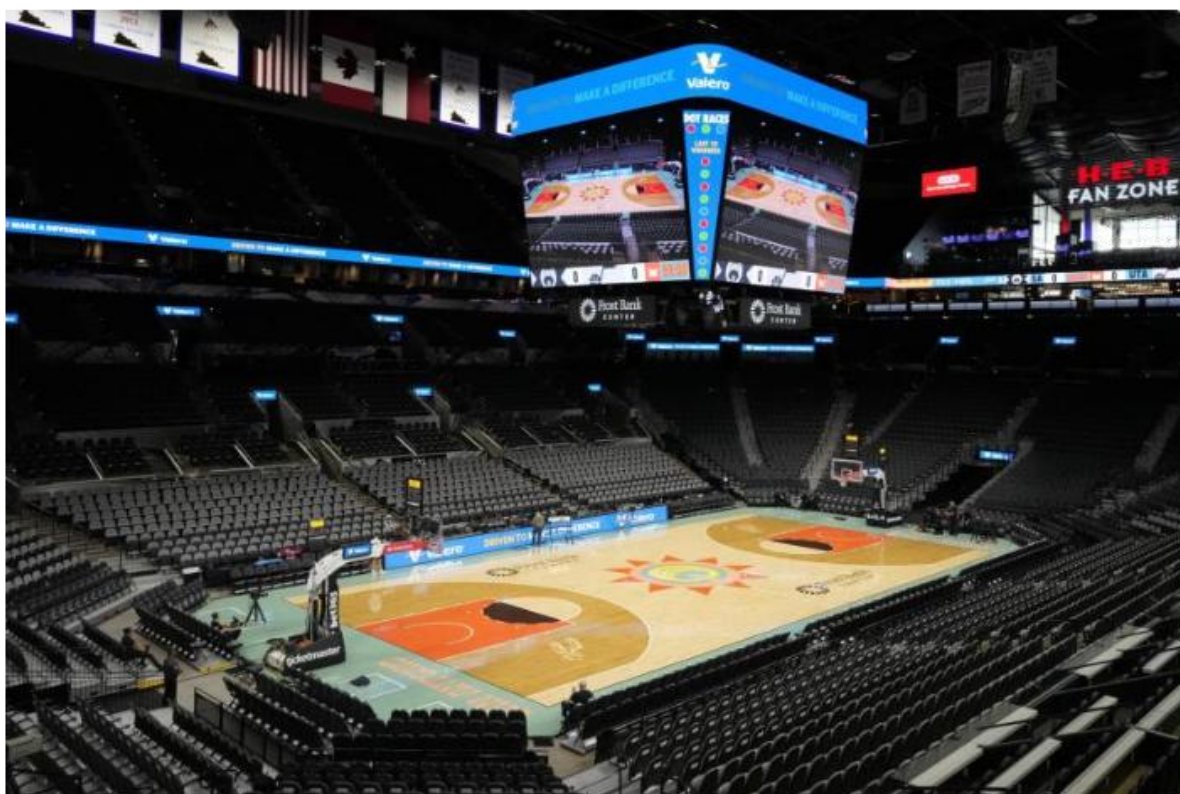
AL. LE.

# L'ÉQUIPE

Basket, NBA, Spurs ● abonné

## **Future salle des Spurs à 1,1 milliard d'euros prévue pour 2030 en centre-ville : ce que ça va changer pour San Antonio**

Les électeurs du comté de Bexar, où se trouve la ville de San Antonio, ont approuvé mardi le financement d'une nouvelle salle pour les Spurs, estimée à 1,1 milliard d'euros et attendue à l'horizon 2030. Une victoire majeure pour la franchise du Français Victor Wembanyama, qui se disait récemment prête à quitter le Frost Bank Center.



Le Frost Bank Center, actuelle salle des San Antonio Spurs. (S. Wachter/Presse Sports)

**Maxime Aubin à San Antonio**

publié le 5 novembre 2025 à 10h22

Ils étaient environ 300 à célébrer la bonne nouvelle, la nuit dernière, maillots des Spurs sur le dos à la River North Icehouse, un grand bar situé dans le centre-ville de San Antonio. Après près de deux ans de tractation entre la direction des Spurs, la ville de San Antonio et le Comté de Bexar (équivalent d'un département en France), les électeurs locaux étaient enfin appelés aux urnes, ce mardi, pour se prononcer sur la construction d'une nouvelle salle en centre-ville pour les Spurs.

Et ils ont voté à 52 % en faveur de cette mesure, dont le coût est estimé à environ 1,1 milliard d'euros, pour un chantier qui devrait s'étaler sur au moins cinq ans. Une victoire autant qu'un soulagement pour la franchise - où évolue le Français Victor Wembanyama - qui cherche à développer ses revenus et renforcer sa présence au coeur de la ville.

### Un retour aux sources à Hemisfair

Le Comté de Bexar et la ville de San Antonio vont contribuer à hauteur de 61,5 % du financement total du projet, soit plus de 600 millions d'euros. L'argent sera encaissé grâce à l'augmentation des taxes de séjour sur les nuits d'hôtel et les locations de voiture. Les 500 millions restants seront injectés directement par les Spurs et leur propriétaire, Peter J. Holt, dont la famille a fait fortune avec la société Holt Cat, à l'origine de la marque Caterpillar.

La nouvelle salle des Spurs sera construite sur les ruines de l'Institut des cultures texanes, un musée démoli tout récemment dans le parc Hemisfair. Il s'agira d'un retour aux sources pour l'équipe anciennement entraînée par Gregg Popovich, qui avait écrit les premières lettres de son histoire là-bas, à l'HemisFair Arena, entre 1973 et 1993, avant de déménager à quelques mètres de là, de l'autre côté de l'autoroute 281, dans le célèbre Alamodome, un stade omnisports de 65 000 places. Cinq fois championne NBA, l'équipe avait ensuite été délocalisée au Frost Bank Center en 2002 (anciennement AT & T Center), une enceinte située à l'est de la ville où elle évolue encore aujourd'hui.

La construction d'une nouvelle salle n'est que la partie émergée de l'iceberg. La direction des Spurs espère aider à la revitalisation du Downtown en ajoutant des habitations, des restaurants et des bars autour de l'enceinte. Une idée bienvenue puisque les habitants et les commerces ont globalement déserté le quartier ces dernières années.

### Wembanyama : « Bien sûr, j'adorerais jouer dans une nouvelle salle »

La validation de ce nouveau projet enterre les rumeurs qui voyaient les Spurs quitter San Antonio à l'avenir. Le nom d'Austin, ville voisine très dynamique dans le sud du Texas, revenait notamment régulièrement dans les discussions. « *J'ai toujours vu mon présent et mon futur à San Antonio* », a récemment déclaré Victor Wembanyama, pour autant ouvert à l'idée de quitter le Frost Bank Center. « *Bien sûr, en tant que joueur, et membre d'une équipe, j'adorerais jouer dans une nouvelle salle, même si je sais qu'il y a plein d'éléments à prendre en compte* ». Concentré sur son début de troisième saison avec les Spurs, entamé par 5 victoires en 6 matches, l'intérieur français de 21 ans a ajouté qu'il n'avait pas encore eu le temps d'en savoir plus sur le projet.

Peu de gens regretteront le Frost Bank Center, une salle actuellement louée par les Spurs au Comté de Bexar (prononcer « bear » en anglais, soit « ours » en français). Cet énorme complexe de 19 000 places semble posé au milieu de nulle part dans un quartier excentré et mal fréquenté de la ville. Le ruissellement censé accompagner son ouverture n'aura jamais vu le jour, les fans préférant sortir boire un verre et dîner ailleurs.

Pas d'inquiétude, cependant, puisque le Frost Bank Center va bientôt connaître une seconde vie. Le vote passé dans la nuit de mardi à mercredi inclut la rénovation de ce lieu également connu pour son rodéo annuel, qui pourra désormais accueillir des événements dédiés à la culture western tout au long de l'année.

Un peu plus de deux ans après avoir accueilli « Wemby », drafté en première position de la Draft en 2023, San Antonio a désormais le feu vert pour bâtir des infrastructures à son ambition. Aux Spurs, désormais, de transformer l'essai sur le parquet.